

Acte Certifié exécutoire

Envoi : 25/06/2012

Réception par le Prefet : 25/06/2012

Publication : 29/06/2012



Pour le Président du Conseil Général
et par délégation
Ludovic LIONS
Chef du Service Administratif de
l'Assemblée

N° CG-2012-3-12-2

Séance du vendredi 22 juin 2012

Conseil Général Haut-Rhin

Communication

au Conseil Général

COMMUNICATION RAPPORT D'ACTIVITES 2011

Le Conseil Général,

VU l'article L 3211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux compétences du Conseil Général,

VU l'article L 3121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales

VU le rapport du Président du Conseil Général

APRES EN AVOIR DELIBERE

- Donne acte au Président de la communication relative au rapport d'activités des services 2011.

LE PRESIDENT

Charles BUTTNER



**RAPPORT
D'ACTIVITÉS
2011**

Généralités Haute-Alsace



Conseil Général



Haut-Rhin

Sommaire

- p. **3** ● Enfance Santé Insertion
- p. **3** ● Développement Social des Territoires
- p. **3** ● Autonomie
- p. **4** ● Service des études et appuis de la Solidarité
- p. **4** ● Habitat et Solidarités Territoriales
- p. **4** ● Maison des Adolescents du Haut-Rhin
- p. **5** ● Documentation
- p. **5** ● Affaires Juridiques
- p. **5** ● Commande Publique
- p. **5** ● Finances
- p. **6** ● Éducation, Jeunesse et Sport
- p. **7** ● Prospective et Aménagement
- p. **7** ● Grands Équipements
- p. **7** ● Aménagement de la Montagne
- p. **7** ● Culture et Patrimoine
- p. **8** ● Fonctionnement de l'Assemblée
- p. **8** ● Système d'Information
- p. **9** ● Architecture
- p. **9** ● Patrimoine et Droit des Sols
- p. **9** ● Moyens Généraux
- p. **10** ● Environnement et Cadre de Vie
- p. **12** ● Actions Territorialisées
- p. **13** ● Routes et Transports
- p. **13** ● Développement Économique, Enseignement Supérieur et Tourisme
- p. **14** ● Langue et Culture Régionales
- p. **15** ● Communication Externe
- p. **16** ● Action Internationale, Transfrontalière et Européenne
- p. **16** ● Qualité
- p. **17** ● Contrôle de Gestion
- p. **17** ● Ressources Humaines et Communication Interne

“ Ensemble,
nous relevons les défis
institutionnels,
sociaux, économiques
et territoriaux ”

Édito



Le projet de création du Conseil d'Alsace est une question capitale pour le Conseil Général du Haut-Rhin et l'ensemble de ses élus et personnels.

Anticipant le processus de création de la nouvelle collectivité, nous avons déjà par le passé apporté la preuve de notre volonté d'adapter nos structures : ainsi, nos synergies conjuguées à celles de nos partenaires du Conseil Général du Bas-Rhin et du Conseil Régional d'Alsace ont produit de très nombreuses coopérations dans près de 30 domaines de compétence, preuve s'il en est de notre volonté et de notre capacité à nous adapter au service de l'avenir de la Haute-Alsace et de l'Alsace.

En 2011, si la future organisation des institutions alsaciennes a occupé toute sa place dans nos débats et travaux, nous n'en avons pas moins poursuivi, au quotidien et avec détermination, le déploiement de nos politiques départementales dans tous les domaines.

La crise financière, économique et sociale, que nous avons prise en compte dès son origine en 2008, a conduit à la modernisation et à l'adaptation de nos priorités et actions pour maintenir le lien au sein de nos territoires. Dans ce contexte où les ressources se font toujours plus rares, nous n'avons eu de cesse d'optimiser nos organisations et nos moyens d'interventions.

C'est bien tout le sens de ce rapport d'activités pour l'année écoulée. Ce document remet, en effet, en perspective nos politiques et leurs déclinaisons sur des modes d'intervention souples calibrés et toujours plus productifs, à l'image des certifications « qualité » confirmées et encore étendues.

Ainsi, ensemble, nous avons poursuivi nos missions fondamentales, en premier lieu celle de la solidarité, à tous les âges de la vie ; solidarité nécessaire au maintien de la cohésion sociale et territoriale du Haut-Rhin.

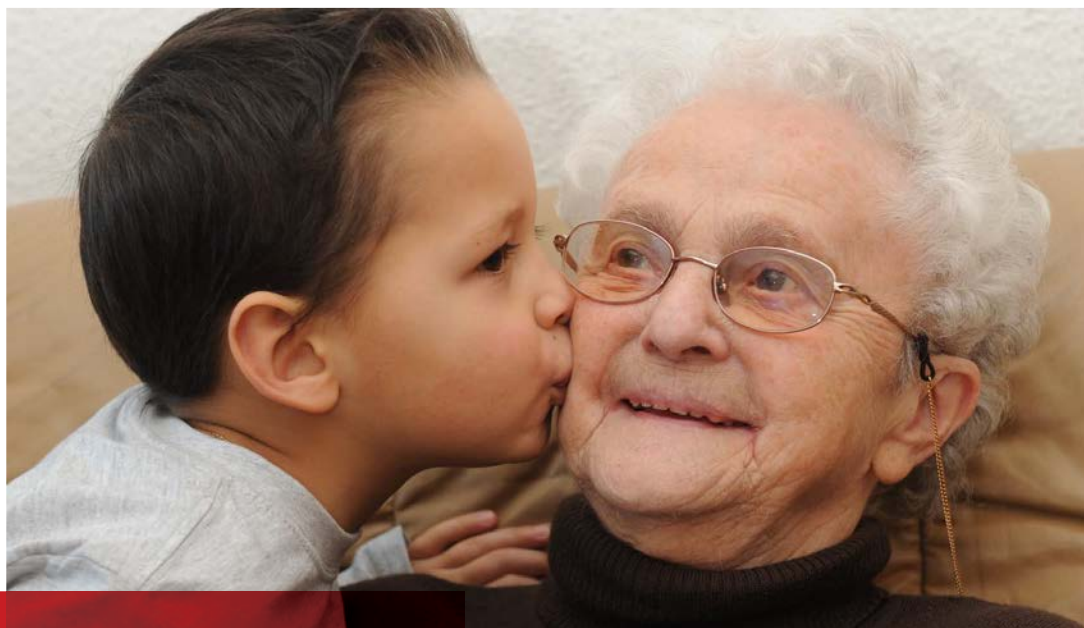
Demain, nous devons plus que jamais continuer à agir dans cet esprit.

Ce rapport d'activités est d'abord le vôtre. Chacun peut être fier du travail accompli et de sa pleine implication au service des Haut-Rhinoises et des Haut-Rhinois.

Charles BUTTNER
Président du Conseil Général

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'C. Buttner', written over a faint, stylized graphic element that resembles a signature or a logo.

Des actions au service de la population et des territoires



Solidarité et ressources

■ Enfance Santé Insertion

Aide Sociale à l'Enfance

L'année 2011 aura été une année de concrétisation des orientations de la politique départementale de protection de l'enfance par l'ouverture, notamment, de nouveaux services instituant un travail renforcé sur la parentalité (36 mesures d'accueil de jour supplémentaires et 45 mesures d'AEMO avec hébergement exceptionnel sur COLMAR et MULHOUSE). Ces nouveaux outils autorisent des prises en charge réactives et adaptées aux situations recensées.

Cité de l'Enfance

Durant l'année 2011, la Cité de l'Enfance de Colmar a finalisé son projet d'établissement.

Protection Maternelle et Infantile, Promotion de la Santé

Des actions au service de la population et des territoires

L'année 2011 a vu la certification de l'agrément des assistants maternels et des assistants familiaux ainsi que la création d'une plaquette d'information sur le bilinguisme pour les tout-petits.

Insertion et Développement Local

En 2011, a été lancée la mission d'information et d'évaluation du dispositif rSa. Concernant le volet «prévention spécialisée», un nouveau cahier des charges a été rédigé. Par ailleurs, les structures mulhousiennes ont été regroupées.

■ Développement Social des Territoires

Assurant, au plus près des territoires, les missions d'accueil et d'accompagnement des haut-rhinois les plus fragiles, près de 350 professionnels de métiers différents et complémentaires animent les 13 Espaces Solidarité, les 37 centres médico-sociaux et la vingtaine de lieux de permanence que compte le territoire. C'est avec un souci constant de proximité et de qualité du service rendu aux habitants de 0 à 60 ans que la direction s'attache à inscrire le développement social des territoires dans l'ensemble de ses projets.

■ Autonomie

Personnes Âgées

11098 personnes âgées ont été aidées par nos pôles gérontologiques au travers de 26 034 contacts, dont 10 000 visites à domicile. Les situations de précarité sont en augmentation. 2 170 nouvelles demandes d'Allocation Personnalisée d'Autonomie ont été instruites. Les gestionnaires de cas de la Maison pour l'Autonomie et l'Intégration des Malades Alzheimer ont assuré un suivi intensif et continu auprès de 232 personnes fortement dépendantes, depuis l'ouverture de ce service en 2009. Les subventions d'investissement versées aux établissements se sont élevées à 7,8 M€, permettant d'économiser environ 4 € sur le prix de journée mensuel des EHPAD. Des actions de prévention ont mobilisé nos partenaires pour retarder le plus possible l'entrée en dépendance des personnes âgées.

Personnes en Situation de Handicap

Le Conseil Général finance, avec l'Etat, la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) qui a accueilli 21 858 personnes, produit 30 948 notifications de droits et a répondu à 66 951 sollicitations téléphoniques. La MDPH poursuit la modernisation de son appareil de production et est présente dans les territoires au travers de 7 Services d'Accompagnement à la Vie Sociale pour accueillir, informer et accompagner les personnes handicapées. 44 nouvelles places d'accueil ont été créées. Au total, 1 914 personnes sont aidées financièrement pour leur hébergement en foyer. Le montant des subventions d'investissement versées en 2011 s'est élevé à 524 134 €.

Le soutien à domicile s'est adressé à :

- 1 543 adultes et 118 enfants, percevant la Prestation de Compensation du Handicap (PCH);
- 1 133 adultes bénéficiaires de l'Allocation Compensatrice Tierce Personne (ACTP);
- 525 personnes aidées pour effectuer le ménage et les courses ou un portage de repas.

Service des Études et Appuis de la Solidarité

Les travaux de l'Observatoire Haut-Rhinois de l'Action Sociale (OHRAS) en 2011 ont essentiellement porté sur :

- La réalisation de l'état des lieux du nouveau Schéma Départemental de Protection de l'Enfance (2012-2016);
- L'élaboration de diagnostics territoriaux mettant en regard les besoins des personnes âgées et l'offre disponible, aux fins d'alimenter les réflexions pour le nouveau Schéma Gérontologique (2012-2016);
- La co-production de 2 études thématiques prévues dans le champ des personnes âgées pour mieux cerner certaines zones de tension dans les parcours.

La Mission de coordination budgétaire a notamment mis en place des tableaux de bord mensuels d'exécution budgétaire ainsi que des indicateurs de suivi d'activité.



Habitat et Solidarités Territoriales

En 2011, le Département du Haut-Rhin a confirmé son action en faveur de l'habitat et du logement en accordant une priorité aux aspects sociaux : promotion de l'offre la plus sociale, lutte contre la précarité énergétique dans un objectif de baisse des charges locatives, lutte contre l'habitat indigne. De plus, il a souhaité réunir au sein d'un même service l'ensemble de ses composantes concernées par la thématique du logement. Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2011, le Fonds Solidarité Logement (aides à la personne), et le poste de chargé de mission PDALPD ont rejoint le Service Habitat et Solidarités Territoriales, en charge de l'instruction des aides à la pierre et de la politique de la ville. Cette proximité a pour but d'approcher globalement et transversalement les problématiques liées au logement, afin d'y répondre de manière toujours plus pertinente.

- En 2011, le Département du Haut Rhin a consacré 15,1 M€ à la thématique de l'habitat : 12 M€ en investissement (dont 4,7 M€ de fonds propres) et 3,1 M€ en fonctionnement.

Maison des Adolescents du Haut-Rhin (MDA68)



Portée par le Conseil Général du Haut-Rhin et le Centre Hospitalier de Rouffach, la Maison des Adolescents du

Haut-Rhin (MDA 68), composée d'une équipe de 19 professionnels, est un lieu d'écoute, d'orientation et de soins à l'intention des jeunes de 12 à 25 ans en difficulté et de leurs familles. Elle s'adresse aussi aux professionnels œuvrant dans le champ de l'adolescence. L'année 2011 a été marquée par une activité intense avec une augmentation de 60 % des prises en charge des jeunes et de leur entourage (1 123 accompagnements réalisés), une évolution de 10 % des actions de formation à l'intention des professionnels et la diffusion d'un courrier d'actualité. L'innovation dont fait preuve la MDA68 répond aux besoins des usagers. Cette jeune structure ne désemplit pas, preuve de la nécessité de soutenir un tel dispositif sur le département.

chiffres CLÉS

- 1 123 jeunes accompagnés soit 60 % d'augmentation ;
- 900 parents ont été vus en entretien, seuls ou aux côtés de leurs enfants ;
- 350 professionnels ont bénéficié des prestations d'information et de formation réalisées par la MDA68 (évolution de 10 %) ;
- 3 890 entretiens et consultations ont été réalisés par l'ensemble de l'équipe soit 28 % d'augmentation.

Documentation

Un fonds thématique en accès libre :

1400 ouvrages et des périodiques spécialisés de portée régionale ou nationale. Des missions et des activités documentaires au service des agents et des élus : collecte, traitement, conservation et diffusion des informations, réalisation de produits documentaires, veille documentaire, aide à la recherche, gestion des achats documentaires.

FAITS MARQUANTS

- Enrichissement du fonds documentaire avec l'intégration du fonds de l'OHRAS ;
- Enquête portant sur les besoins et les attentes des usagers en terme de ressources d'information et de leur modalité de mise à disposition.

chiffres CLÉS

- 714 personnes accueillies
- 622 documents prêtés
- 302 ouvrages achetés
- 648 abonnements gérés

Affaires Juridiques

En 2011, outre le volet «contentieux», la Direction des Affaires Juridiques a conseillé les services départementaux notamment sur l'installation du Conseil Général après les élections cantonales, le secret professionnel, la réutilisation des archives, la réclamation dans le cadre de marchés publics de travaux, le suivi des DSP, la gestion du site du Parc de Wesserling, les services d'intérêt général, la refonte des titres de recettes, la gestion de la Maison de l'Alsace à Paris rénovée, la formation « patrouillage sur les routes départementales ».

Commande Publique

La Direction de la Commande Publique, intervenant pour toute opération ou achat supérieur à 45 000 € HT, a passé 403 marchés en 2011, détaillés comme ci-dessous.

Direction	Nombre de marchés(*)
Architecture	206
Routes et Transports	37
Autres directions et services	160
Total	403

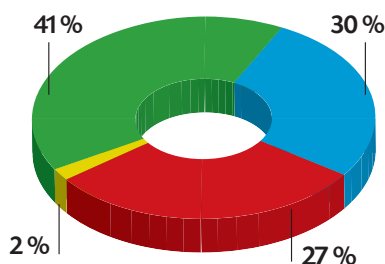
(*) un lot est considéré comme un marché

Finances

Le budget 2011 du Conseil Général s'est exécuté comme suit :

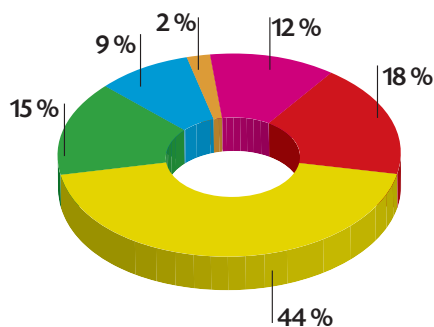
Dépenses	Réalisées (en millions d'euros)
Dépenses d'investissement	228,4
Dépenses de fonctionnement	552,8
Totaux	781,2

Répartition des dépenses d'investissement réalisées par nature



- Équipements départementaux
- Équipements non départementaux
- Travaux pour le compte d'un tiers
- Dépenses financières

Répartition des dépenses de fonctionnement réalisées par nature



- APA
- Charges de personnel et frais assimilés
- Autres charges de gestion courante
- RMI - RSA
- Charges à caractère général
- Charges financières et exceptionnelles

Recettes	Réalisées (en millions d'euros)
Recettes d'investissement	161,4
Recettes de fonctionnement	641,3
Totaux	802,7

Solde de la section d'investissement : - 22,9 M€

Solde de la section de fonctionnement : 68,5 M€

Résultat cumulé constaté à la clôture de l'exercice 2011 : 45,6 M€



Politiques de Proximité, Grands Équipements et Prospective

■ Éducation, Jeunesse et Sport

Le Département finance les dépenses d'investissement et de fonctionnement des collèges publics et, dans les limites fixées par la loi, des collèges privés sous contrat d'association avec l'État. Il mène aussi des actions en faveur de la vie scolaire et de la jeunesse. La politique sportive du Conseil Général concerne trois grands domaines : le soutien aux investissements sportifs et socioculturels des communes et des associations, l'animation sportive et socio-éducative et le fonctionnement du Centre Sportif Régional d'Alsace à MULHOUSE.



chiffres CLÉS

57 collèges publics et **12** collèges privés sous contrat d'association avec l'État ;

37 045 élèves dans les collèges publics et privés ;

14,5 M€ de subventions pour le fonctionnement des collèges publics et privés ;

615 agents TOS mis à la disposition des collèges publics ;

0,6 M€ pour les équipements informatiques mis à la disposition des collèges publics ;

0,6 M€ d'aides à la vie scolaire ;

17 M€ de travaux dans les collèges publics, notamment pour la reconstruction complète du collège Bel Air à MULHOUSE ;

0,8 M€ de subventions pour l'investissement des collèges privés.

■ Prospective et Aménagement

Le Conseil Général a poursuivi son soutien aux collectivités locales dans le cadre des études d'urbanisme, en complément de son implication réglementaire. En lien avec les partenaires du Département dans le domaine de l'aménagement, des études et réflexions sont également réalisées concernant notamment l'implantation de projets ou la requalification de sites, répondant à des enjeux d'échelle locale à transfrontalière.

■ Grands Équipements



Démarrée en juillet 2006, la première phase de la branche Est de la ligne à grande vitesse (LGV) Rhin Rhône, qui relie Villers-les-Pots à Petit-Croix, a été mise en service le 11 décembre 2011. Le Conseil Général, qui a contribué au financement de cette opération à hauteur de 57 M€, participe également au financement de la seconde phase de la LGV Est Européenne à hauteur de 20,53 M€ sur un coût global estimé à 2 010 M€. Les travaux de la seconde phase ont démarré en 2011 et doivent se poursuivre jusqu'en 2017.

Enfin, pour le projet du raccordement ferré de l'EuroAirport, l'année 2011 a marqué une avancée dans la mesure où les études ont souligné la pertinence de ce projet. La prochaine étape sera la préparation d'un débat public pour une ouverture de chantier espérée en 2014.

■ Aménagement de la Montagne

Aménagement des stations de loisirs de Montagne été-hiver



Accueil front de neige au Schnepfenried

Le Département a consacré 2,4 M€ aux travaux d'aménagement, d'un montant total de 3,7 M€ qui concernent la modernisation des domaines skiables parmi lesquels la neige de culture du Schnepfenried tient une place importante, l'intégration paysagère des équipements, la dynamisation et la diversification des équipements de loisirs été-hiver ainsi que la mise en place d'équipements destinés à l'accueil des handicapés.

Une concertation avec les différents acteurs institutionnels, les fédérations sportives et les opérateurs de terrain a également été entreprise afin de déterminer la procédure pour la validation des conventions d'usage et de passage dans le cadre du Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires de sports de nature (PDESI)

■ Culture et Patrimoine

Développement Culturel

La mobilisation du Conseil Général en faveur du développement culturel est restée très active en 2011. Ainsi, 5 349 000 € ont permis au Département d'accompagner la vie associative et l'animation des territoires, de favoriser la création et la diffusion culturelle, et enfin d'encourager les pratiques en soutenant l'enseignement artistique spécialisé.

Actions volontaristes ou compétence obligatoire, les interventions départementales sont adossées à des démarches partenariales et évaluatives ou à des logiques de proximité territoriale.

Patrimoine et Conservation



Écomusée d'Alsace à Ungersheim

Le Conseil Général du Haut-Rhin se distingue depuis de nombreuses années par une politique de conservation et de valorisation du patrimoine particulièrement importante, tant par le volume des crédits budgétaires qui lui sont traditionnellement consacrés, que par la diversité des éléments patrimoniaux pris en compte et la variété des partenaires soutenus dans leur action (collectivités locales, associations, particuliers).

Grâce à l'engagement constant du Département depuis 40 ans, le patrimoine constitue l'un des principaux atouts touristiques de notre territoire et contribue largement à sa notoriété.

Le budget consacré en 2011 à la conservation et à l'animation du patrimoine haut-rhinois s'est élevé à 4,6 M€ à travers notamment :

- le soutien conséquent apporté aux structures gérant des propriétés départementales (Hohlandsbourg, Parc de Wesserling) ou prenant en charge des actions fortement encouragées par notre collectivité (Pôle d'Archéologie Interdépartemental Rhéna, Centre Départemental d'Histoire des Familles ;
- le règlement d'opérations relevant de rubriques d'interventions de l'ancien Guide des aides (monuments historiques, patrimoine rural non protégé et maisons anciennes) ;
- le respect des engagements contractuels ou statutaires pris à l'égard des nombreux partenaires associatifs et institutionnels comme l'Ecomusée d'Alsace, le Musée de l'Automobile ou encore le Mémorial d'Alsace-Moselle ;
- la prise en compte des projets structurants portés par nos partenaires et retenus au titre des Contrats de Territoire de Vie.

Médiathèque Départementale

Un budget de 835 000 € a été consacré en 2011 à la Médiathèque Départementale, qui met en œuvre l'une des compétences obligatoires du Département : le développement de la lecture publique. 433 047 documents ont été prêtés au public des médiabus dans 267 communes et aux 82 bibliothèques du réseau départemental. Par ailleurs, 52 jours ont été consacrés à l'expertise mise au service des communes pour le fonctionnement de leurs bibliothèques, et 333 animateurs de bibliothèque ont été formés. L'animation culturelle en réseau a réuni 40 bibliothèques et l'accès à des ressources en ligne attire un nouveau public.

Archives Départementales

L'évolution du service, entamée en 2010 avec la mise en ligne de documents numérisés, est allée en s'amplifiant. À côté de l'augmentation considérable des consultations en ligne, essentiellement l'état-civil, la décision d'informatiser toutes les procédures du service, concrétisée par le choix et l'acquisition d'un logiciel spécialisé en 2011, permettra cette mise en œuvre à partir de 2012. En outre la mise à disposition par l'État d'une partie du dépôt précédemment affecté aux Archives de l'occupation française en Allemagne et en Autriche du ministère des Affaires étrangères dans la Cité administrative va pallier temporairement le problème du stockage.



Fonctionnement de l'Assemblée

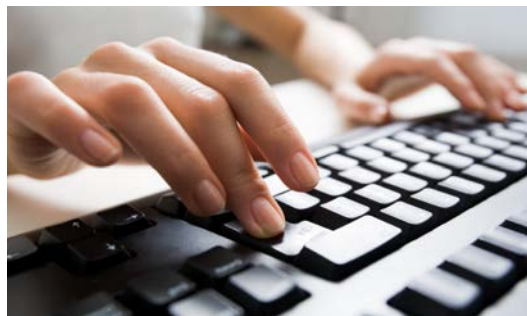


L'année 2011 a été marquée par le renouvellement de l'Assemblée issu des dernières élections cantonales. Outre ces séances plénières d'installation, le Service administratif de l'Assemblée a assuré la préparation et le suivi des autres réunions publiques du Conseil Général, de la Commission Permanente et des Commissions sectorielles.

chiffres
CLÉS

- 6 séances plénières du Conseil Général
- 12 réunions de la Commission Permanente ;
- 919 rapports adoptés par l'Assemblée départementale ;
- 61 réunions des Commissions thématiques.

Systèmes d'Information



L'année 2011 a vu la mise en œuvre d'un système de visioconférence, le suivi en temps réel sur Internet des élections cantonales, le déploiement d'une solution de télétransmission des feuilles de soin, la mise en place d'un système d'information routier, et l'expérimentation concluante du concept « d'informatique en nuage », qui sera généralisé au cours du premier semestre 2012 sur le périmètre de la messagerie. Le parc des équipements en production gérés par la Direction des Systèmes d'Information s'élève fin 2011 à 2 063 postes de travail (dont 299 portables), 692 périphériques, 135 serveurs (dont 71 serveurs virtuels), 80 autocommutateurs, 2 108 postes téléphoniques fixes et 387 téléphones mobiles. L'ensemble étant réparti sur 98 sites différents. La D.S.I. gère également un parc applicatif de 280 logiciels.

■ Architecture

En matière de collèges publics, la reconstruction du Collège Bel Air à MULHOUSE ainsi que les restructurations des collèges d'ORBÈY, HIRSINGUE et Jean Macé à MULHOUSE se sont poursuivies en 2011. L'ensemble des travaux menés représente une dépense totale de 17,5 M€. Globalement, le niveau des prestations et de fonctionnalité est particulièrement satisfaisant dans les établissements. Les études sur les énergies renouvelables se sont poursuivies ainsi que le volet « mise aux normes accessibilité » afin de répondre aux exigences de la loi du 11 février 2005 sur le handicap. Les travaux du PGM (Peloton de Gendarmerie de Montagne) de HOHROD, des Centres Routiers (ALTKIRCH, LAPOUTROIE, VOLGELSHEIM), la mise aux normes des stations de carburant), du Centre d'Initiation à la Nature et à l'Environnement à la Maison Éclusière d'HIRTZFELDEN, de valorisation du Carreau Rodolphe, des Antennes territoriales (MUNSTER, NEUF BRISACH), de numérisation des plans ont généré 7,3 M€ de dépenses. Les études préalables ont concerné les travaux futurs de la Médiathèque d'ALTKIRCH, de la Maison de l'Alsace à PARIS, et du Centre Routier de BARTENHEIM.

Par ailleurs, la Direction de l'Architecture a développé son activité d'expertise technique dans le domaine du bâtiment pour les services du Conseil Général (social, culture).



Reconstruction du Collège Bel Air à MULHOUSE

■ Patrimoine et Droit des Sols

FAITS MARQUANTS

- Consultation via l'intranet départemental du « Référentiel Patrimoine », qui améliore la connaissance des immeubles ;
- Cessions de bâtiments désaffectés pour une recette de l'ordre de 730 000 € ;
- Légère hausse de la dépense locative, malgré une baisse des surfaces ;
- Augmentation de 7 % des recettes de location ;
- Baisse de 15 % des impôts fonciers ;
- Un contexte tendu pour les assurances.

■ Moyens Généraux

La crise économique et écologique a renforcé la détermination de la Direction des Moyens Généraux à adopter une posture dynamique et une stratégie éco responsable dans le cadre d'une réalisation des prestations au meilleur coût, en tenant compte des critères de développement durable. En 2011, le Département a ainsi limité au maximum sa consommation des ressources « non renouvelables » et accru ses achats éco responsables.

- Un nouveau marché de location longue durée, actif pour 60 mois, (LLD4) a été déployé, avec effet en janvier 2012 : à cette occasion, le parc automobile a été réduit de 20 véhicules.
- L'énergie diesel a été retenue pour l'ensemble de cette flotte de véhicules, qui est plus propre que les véhicules GPL au regard des émissions de CO2.
- Le kilométrage parcouru annuellement par le parc automobile, qui s'établissait à environ 4 millions de km, est à la baisse d'environ 200 000 km par an, grâce à diverses actions mises en place et notamment le covoiturage. Il s'établit pour 2011 à 3 500 000 kilomètres.
- Les presses numériques de reprographie au service de l'imprimerie ont été renouvelées en 2011 en les calibrant très précisément aux besoins. Une étude très fine du coût global a permis d'opter pour une acquisition plutôt que pour une location.
- L'économie réalisée au niveau du coût de la copie couleur a été de 60 % et de 30 % pour les copies noir et blanc, comparativement à l'installation précédente, arrivée en fin de contrat.
- Les tournées journalières du courrier auprès des sites distants ont été externalisées en 2011. Elles sont assurées par une société de services, spécialisée dans la distribution de colis. Il en résulte une économie annuelle pour la Collectivité de 80 000 €.
- Les Ateliers départementaux ont été fortement mobilisés pour la réalisation des travaux de restructuration :
 - du CMS de Neuf-Brisach ;
 - des locaux occupés par le Pôle Gérontologique, rue Gambetta à Colmar.

Ce service a également réalisé différents mobiliers, placards et équipements divers pour les locaux de l'UARM de Colmar, les Centres Routiers de Lapoutroie Volgelsheim et Altkirch ainsi que pour différents services de la solidarité. Il est intervenu 997 fois pour des dépannages divers au sein des différents services départementaux.



Restructuration du Pôle Gérontologique, rue Gambetta à Colmar



Lac de Kruth Wildenstein

Développement des Territoires, de la Vie Locale et des Infrastructures

■ Environnement et Cadre de Vie

Malgré un contexte budgétaire difficile, le Département a maintenu son effort financier ainsi que son ingénierie pour conseiller les collectivités dans le domaine de l'environnement et du Cadre de Vie où il a investi 18 M€.

Eau, Épuration, Équipements Ruraux

Préserver nos ressources en eau

L'année 2011 a vu la finalisation et la présentation du schéma d'alimentation en eau potable dans le secteur de THANN – CERNAY, ainsi qu'un fort investissement dans les « Comités sécheresse ». Trois nouveaux contrats pluriannuels d'assainissement ont également été signés avec l'Agence de l'Eau et les Collectivités concernées pour un montant global de subventions départementales de 1,87 M€. Par ailleurs, les principaux projets pris en considération ont porté sur la nouvelle station d'épuration de PULVERSHEIM et les filtres plantés de LEVONCOURT et LEYMEN. De nouvelles unités d'épuration ont été mises en eau, dont notamment celle de GRENTZINGEN. Le service d'Assistance Technique aux Exploitants de Stations d'Épuration a ainsi suivi 76 unités d'épuration, dont 30 plus particulièrement au titre du conventionnement avec les collectivités.

Un total de 62 opérations ont été aidées en matière d'eau et d'assainissement pour un montant global de subventions d'environ 2 930 000 €, dont une partie émerge sur les crédits « Solidarité Urbain-Rural » gérés par l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse.

FAITS MARQUANTS

Approbation du « Contrat de partenariat pour l'eau et les milieux aquatiques » pour la période 2010-2012, cinquième du genre avec l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse. Il porte sur un montant total d'études et de travaux de plus de 90 M€ HT, dans le domaine de l'eau et de l'environnement aquatique.

Aménagement des Rivières

Aménager nos rivières dans le respect de leur écosystème

Le Département gère, en tant que maître d'ouvrage délégué et pour le compte de 15 syndicats mixtes fluviaux et 17 structures intercommunales, la plupart des cours d'eau haut-rhinois, soit de l'ordre de 1000 km de linéaire, ainsi que l'aménagement de bassins de rétention des crues et coulées de boue.

Le Service Aménagement des Rivières assure quotidiennement le suivi technique des syndicats, qui regroupent plus de 200 Communes. Le Service Aménagement de Rivières contribue également à la démarche GERPLAN mise en place par le Département pour les Communautés de Communes en réalisant pour leur compte une étude hydraulique complète de leur territoire. Deux communautés de communes regroupant près de 30 communes ont bénéficié de ce service en 2011.

Conformément à la Directive Cadre européenne sur l'Eau, le Département contribue à l'atteinte du bon état écologique des cours d'eau par le biais d'études et de travaux. Deux ingénieurs à temps plein travaillent à l'élaboration d'un Programme de Mesures adapté aux enjeux du territoire. Les vallées de la Doller et de la Lauch ont fait l'objet d'un état des lieux détaillé et de propositions d'actions concrètes en 2011.

4,5 M€ de travaux ont été programmés sur les rivières haut-rhinoises dans le cadre du programme d'aménagement des rivières, qui permet une prise en compte globale des cours d'eau, respectueuse à la fois des équilibres biologiques et des contraintes humaines. Plus de 180 chantiers ont été menés au courant de l'année 2011. L'entretien régulier du réseau hydrographique du Haut Rhin et du Canal du Rhône au Rhin déclassé est réalisé, en partie, avec les moyens du Parc d'Intervention en Matériel. Cette unité opérationnelle y a consacré un volume de travail équivalent à près de 7 000 heures d'engins en 2011 sur plus de 120 chantiers différents. Le Département contribue également aux budgets des syndicats mixtes fluviaux à hauteur de 500 000 € par an.



La Fecht en amont

FAITS MARQUANTS

En 2011, le Département a mis en ligne sur Infogéo68 un portail de prévision des débits de crue des rivières du Haut-Rhin. Cet outil permet à chacun de consulter les prévisions d'évolution des débits pour les 10 jours à venir grâce à une modélisation sophistiquée des bassins versants et de la fonte de neige.

Lacs et Barrages

Amortir les chocs hydrauliques grâce à nos lacs et barrages

Les 10 barrages départementaux situés dans le massif vosgien ont contribué au soutien d'étiage des cours d'eau qui irriguent les vallées de la Doller, de la Thur, de la Lauch et de la Fecht, au bénéfice des milieux aquatiques, de la population et d'industriels.

- 33 300 000 m³ d'eau ont été restitués, aux rivières durant l'année, malgré les difficultés de remplissage des retenues liées à la sécheresse du printemps, qui a heureusement été compensée par une bonne pluviométrie en été.

Service Environnement et Agriculture

Agir en faveur de la nature et améliorer le cadre de vie

Le Service de l'Environnement et de l'Agriculture a donné des conseils et avis en matière de prise en compte de l'environnement dans divers projets départementaux ainsi que communaux ou intercommunaux. Il a assuré la gestion de 1200 ha de propriétés départementales « nature » ainsi que le pilotage technique de diverses opérations de génie écologique sur le patrimoine naturel. Dans le cadre de la valorisation du patrimoine arboré, près de 4 000 arbres et arbustes ont été plantés avec les communes et les syndicats de rivières.

Le soutien financier aux associations de protection de la nature, à la Brigade Verte et au Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges a également été renforcé pour s'établir à 2 M€.

Éduquer et sensibiliser à l'environnement

Cette politique volontariste permet de soutenir l'activité de plus de 20 structures dont 5 centres d'initiation à la nature et à l'environnement (CINE) et 2 fermes pédagogiques. Près de 80 000 journées d'animation ont été réalisées en 2011, notamment avec le public scolaire. Le Département a consacré près d'1 M€ au fonctionnement de ces associations.

- 9 communes haut rhinoises ont bénéficié de l'attribution d'une aide à hauteur de 0,1 M€ pour la mise en souterrain de leurs réseaux secs aériens.

Gérer durablement l'espace rural

Le Département soutient les structures intercommunales qui souhaitent assurer une gestion durable du patrimoine naturel et la diversité des territoires. Un outil spécifique a été créé à cet effet : le GERPLAN (Plan de Gestion de l'Espace Rural et Périurbain). De la phase de diagnostic à celle de la mise en œuvre opérationnelle, le Département accompagne financièrement et techniquement les maîtres d'ouvrage, permettant ainsi d'apporter aux territoires une réelle mise en cohérence des différentes actions en matière de nature et d'agriculture. 27 structures intercommunales, soit près de 350 communes, se sont lancées dans la démarche GERPLAN qui représente

le socle du partenariat de terrain établi entre la collectivité départementale et les territoires. Cette politique s'est accompagnée de 1,5 M€ de crédits permettant le cofinancement des contrats agri-environnementaux en faveur d'une agriculture plus respectueuse de l'environnement et de réaliser près de 60 actions concrètes sur le terrain.

FAITS MARQUANTS

En 2011, année internationale en faveur des forêts, la certification FSC a été attribuée au Département pour la gestion écologique de ses massifs forestiers.

Service de l'Énergie et du Recyclage

Promouvoir la valorisation des déchets

Le Conseil Général du Haut-Rhin est compétent pour l'élaboration du Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux. Depuis la loi Grenelle 2, s'y ajoute le Plan des Déchets du Bâtiment et des Travaux Publics.

L'année 2011 a vu une diminution spectaculaire des ordures ménagères résiduelles (OMr) dans les secteurs ayant mis en place la collecte des biodéchets et/ou ayant introduit une redevance incitative, c'est-à-dire proportionnelle au poids ou au volume de la poubelle.

La mise en place de la collecte de biodéchets fait suite à l'appel à projets pilote lancé par le Département et concerne désormais 128 800 haut-rhinois qui ont collecté dans la poubelle dédiée aux biodéchets jusqu'à 70 kg/habitant/an. Parmi la dizaine de collectivités qui ont mis en place ces nouvelles modalités de gestion des déchets, les ordures ménagères résiduelles ont été divisées par deux, soit 120 kg/habitant/an contre 240 kg/habitant/an en moyenne départementale.

Contribuer à la protection du climat par la maîtrise de l'énergie

Le Conseil Général a engagé deux programmes relatifs à la maîtrise de l'énergie dans le cadre de la coopération transfrontalière franco-germano-suisse : le programme relatif au « Potentiel géologique profond du fossé rhénan supérieur » et le programme relatif au « Réseau trinational sur l'énergie dans la région métropolitaine du Rhin supérieur – Performance énergétique des bâtiments ».



Opération de sensibilisation à l'environnement et au recyclage

Laboratoire Vétérinaire Départemental

Assurer la veille sanitaire

Le Laboratoire Vétérinaire Départemental (LVD), accrédité Cofrac (Comité français d'accréditation), assure une veille sanitaire tant sur les animaux d'élevage que sur la faune sauvage, ainsi qu'un suivi de la contamination radiologique de l'environnement. Les diagnostics effectués sur 54 espèces animales (de l'abeille au cheval) ont mis en œuvre 173 autopsies, 37 prélèvements pour recherche de rage (tous négatifs), environ 700 analyses bactériologiques et 900 examens parasitologiques, 16 500 paramètres en sérologie et 2 500 analyses de biologie moléculaire.

FAITS MARQUANTS

En 2011, aucun cas de circulation virale n'a été mis en évidence dans le Haut-Rhin au cours de la campagne de surveillance de la fièvre catarrhale ovine ;

Les analyses de radionucléides ont fortement augmenté en mai 2011 (+ 50 %), après l'accident de Fukushima. Par rapport à 2009, le volume d'analyses de ce secteur a augmenté de 51 %, essentiellement pour le compte de laboratoires d'analyses agro alimentaires. Aucun dépassement n'a cependant été constaté.

■ Actions Territorialisées

L'année 2011 a été marquée par la révision à mi-parcours des 7 Contrats de Territoire de Vie, adoptée lors du vote du budget primitif 2012, concrétisant la volonté d'adaptation des politiques départementales à l'évolution des besoins des territoires. Au niveau fonctionnel, la DAT a piloté la révision du Contrat de Projets Etat-Région, tandis que les missions d'assistance aux différents services gestionnaires de subvention s'amplifiaient, la réforme des aides suscitant un accompagnement poussé des services gestionnaires de subventions. L'unité Progos qualité a ainsi été amenée à adapter le progiciel à ce nouveau contexte, pour que celui-ci soit de plus en plus un outil de pilotage et non seulement de gestion de l'activité subventions.

Dans le cadre du Réseau des Acteurs de l'Intercommunalité, 8 rencontres ont été organisées au courant de l'année 2011 avec environ 170 participants.

Enfin, pour la politique en faveur du patrimoine communal en 2011, la Commission Permanente a programmé 37 opérations pour un montant total de subventions de 1659 506 €.

Routes et Transports



Route départementale 83

Les actions engagées en 2011 ont conduit à une dépense globale de 89,54 M€.

Routes

En 2011, Les dépenses dans le domaine de la route ont été de 58,81 M€ dont 57 % consacrés à l'exploitation et l'entretien des routes départementales. De nouveaux dispositifs d'information aux usagers (panneaux à messages variables, bulletin audio sur France Bleu Alsace, site inforoute68.fr) ont été mis en place durant l'exercice.

Les opérations d'aménagement du réseau structurant se sont poursuivies avec notamment l'achèvement des travaux de la rocade ouest de Colmar partie Nord et 8,7 km de pistes cyclables supplémentaires ont été mises en service.

Enfin, le Département a participé à hauteur de 6,95 M€ en aide à l'État et aux communes ou aux structures intercommunales pour leurs propres investissements dans les infrastructures routières.

FAITS MARQUANTS

Sur le site de la future déviation d'Aspach (commune de Carspach), les travaux ont permis la découverte du Kilianstollen, une galerie allemande où 21 soldats ont été ensevelis, lors de son bombardement en 1918. Une sépulture digne leur sera réservée par la suite. Compte tenu du caractère exceptionnel des vestiges exhumés et de leur état de conservation remarquable, le pôle d'Archéologie Interdépartemental Rhénan travaille avec le Conseil Général du Haut-Rhin pour restituer les résultats au plus grand nombre grâce à des rencontres, des expositions, des reportages etc.

Transports Départementaux Réguliers et Scolaires

En 2011, le Département a organisé et financé les transports réguliers routiers interurbains du Haut-Rhin (réseau de 46 lignes régulières publiques et 400 circuits spéciaux de transports scolaires). 33 265 élèves ont bénéficié d'une aide du Conseil Général pour les transports scolaires interurbain, avec gratuité jusqu'à 16 ans.

À l'occasion du renouvellement de ses marchés de lignes régulières en 2011, le Conseil Général a rendu accessibles six lignes aux personnes à mobilité réduite dans le Nord du Département.

Un contrat thématique transport (transports à la demande, navettes régulières) a été signé avec seize Communautés de Communes (2/3 des Communautés hors agglomération).

Les dépenses relevant des Transports Scolaires ont été de l'ordre de 30,73 M€.



Développement Économique Enseignement Supérieur et Tourisme

Économie



En 2011, le Conseil Général s'est donné les moyens d'être un acteur essentiel de la vie économique départementale en favorisant l'implantation et le développement des entreprises et en soutenant les initiatives économiques (collectivités, associations) notamment dans le cadre des Territoires de Vie.

Des actions ont été engagées et poursuivies comme soutien à des projets structurants et des interventions au titre des dispositifs économiques existants. Elles visaient à renforcer l'attractivité des territoires et poser les fondations d'une économie plus forte permettant la création et le maintien d'emplois durables.

L'année 2011 a été marquée par des projets structurants qui s'articulent autour de la dynamique engagée lors des Assises Départementales de l'Économie Pour l'Emploi comme la mise en œuvre d'un pôle d'excellence à l'EuroAirport, le soutien d'actions qui favorise le développement des services à la personne, la mise en place d'une véritable stratégie de veille économique avec la création d'un tableau de bord économique et la poursuite de la démarche de labellisation des entreprises œuvrant en faveur du bilinguisme français – langue régionale.

Par ailleurs, le Département a suivi l'évolution de la société d'économie mixte locale ALSABAIL pour garantir le maintien du dispositif départemental de crédit-bail mis en place pour les entreprises dans le cadre des bâtiments-relais ainsi que l'évolution de la Société de Diversification du Bassin Potassique « SODIV » qui intervient notamment auprès des entreprises pour renforcer leurs fonds propres. Les négociations intervenues avec ces deux sociétés ont donné naissance à des pactes d'actionnaires. Au cours de cette année, la réflexion engagée en vue de la fusion des agences économiques a également été poursuivie.

Enseignement Supérieur et Recherche

Le Conseil Général soutient l'Université de Haute-Alsace, participe aux programmes de recherche des Centres Régionaux d'Innovation et de Transfert Technologique (CRITT RITMO à COLMAR, CETIM CERMAT à MULHOUSE et HOLO3 à SAINT-LOUIS) et accompagne un programme de recherche de l'Institut de Recherche en Hématologie et Transplantation de MULHOUSE.

Tourisme

En 2011, le Département a poursuivi son soutien appuyé en faveur du secteur du tourisme par des politiques orientées vers les hébergements, de la restauration, de différents investissements touristiques, des organismes et manifestations de nature touristique.



Vue aérienne du parc de Wesserling, vallée de Saint-Amarin

Ceci est également un axe prépondérant des différents Contrats de Territoire de Vie qui mettent en avant les retombées économiques issues de la filière tourisme.

Langue et culture régionales

Une politique en faveur de la langue régionale en Haute Alsace

La Constitution dispose que « les langues régionales appartiennent au patrimoine de la France ». Aussi, le Conseil Général a mobilisé 1 954 000 € en 2011, pour la langue régionale (Hochdeutsch/Elsasserditsch).

Sa maîtrise par les nouvelles générations est importante pour l'économie, l'emploi, le rayonnement culturel comme institutionnel. Son enseignement porte sur la forme standard, le Hochdeutsch (allemand). L'anglais peut s'ajouter dès la 6^{ème}.



La langue régionale est dispensée à presque tous les élèves, souvent dès la maternelle, selon deux variantes :

- la voie bilingue français/langue régionale avec différentes disciplines enseignées dans chaque langue durant la moitié de l'horaire hebdomadaire de l'école ;
- l'enseignement de la langue régionale durant 3 heures par semaine.

La Convention 2007-2013 (État, Région, Départements) prévoit le versement d'un million d'euros par an et collectivité. Les écoles ont accueilli à la rentrée 2011, en voie bilingue, 14 % des effectifs. Le Conseil Général subventionne la signalétique bilingue et les locaux scolaires.



Avec le Comité fédéral pour la langue, le pôle muséographique à l'Écomusée portant sur la langue régionale a été achevé en 2011.

Des moyens au service du fonctionnement de l'assemblée et de l'administration départementales



Direction Générale des Services

Communication Externe

L'année 2011 a été marquée par l'accompagnement en communication de grands dossiers institutionnels tels que le suivi des élections cantonales, le projet de création du Conseil d'Alsace, l'évaluation et la signature à mi-parcours des contrats de territoires de vie. Ces actualités départementales ont notamment donné lieu à l'organisation de grandes manifestations publiques dans les territoires (organisation de 6 réunions publiques) ainsi qu'à la tenue du premier congrès des trois grandes collectivités alsaciennes à Colmar le 1^{er} décembre.



Les autres grandes actions de l'année 2011 ont concerné le TGV Rhin-Rhône, la Région métropolitaine trinationale du Rhin Supérieur, les vœux aux maires, les rencontres Est Collectivités, la rentrée scolaire, l'EuroAirport, la Centrale de Fessenheim, les fouilles archéologiques sur le site du Killianstollen, le pôle Synergia. Dans un contexte où le numérique occupe une place incontournable, la Direction de la Communication a poursuivi en 2011 le développement de ses outils dématérialisés. Parallèlement, elle a vu sa certification qualité du champ « presse » reconduite.

chiffres CLÉS

- Budget total de **1,1M€** (soit - 20 % par rapport à 2010);
- 10** métiers : chargé de communication, chargé de développement, chargé de veille médias, attaché de presse, web journaliste, directeur artistique, photographe, comptable, assistante de direction, directeur de communication ;
- 4** numéros de Haut-Rhin Magazine, dont **1** numéro spécial sur le TGV ;
- 1720 000** exemplaires de Haut-Rhin magazine distribués ;
- 300** dossiers et communiqués de presse produits ;
- 550** actions presse produites ou co-produites ;
- 1538** visiteurs quotidiens sur le site internet ;
- 9 000** articles mis en ligne sur le panorama presse ;
- 200** éditions ou supports de communication gérés ou suivis par le service ;
- 330** articles publiés en ligne sur la « salle de presse » www.cg68.fr/salledesepresse

Action Internationale, Transfrontalière et Européenne



Coopération Transfrontalière

Le Département a participé à la gouvernance du Rhin Supérieur à travers la Conférence du Rhin Supérieur, le Conseil Rhénan et la RMT (Région Métropolitaine Trinationale du Rhin Supérieur). Depuis fin 2011, le Président du Conseil Général du Haut-Rhin est porte-parole de la RMT.

Plusieurs politiques départementales ont par ailleurs été mises en œuvre avec nos voisins allemands et suisses : transports, économie, environnement. Le Conseil Général s'est ainsi particulièrement investi pour le développement pérenne de l'EuroAirport, une des principales plateformes économiques du Haut-Rhin.

Le projet de Système d'Information Géographique du Rhin Supérieur, porté par le Département, a été reconduit pour 2011-2014. Dans le cadre du programme Interreg IV-A Rhin Supérieur et du Fonds Départemental de Soutien aux Initiatives Transfrontalières, le Conseil Général a soutenu des projets transfrontaliers (jeunesse, culture, sport et tourisme) menés par des acteurs haut-rhinois. La coopération a été poursuivie avec le Landkreis Breisgau Hochschwarzwald (environnement, routes et transports, mise en place d'un fond microprojets) et la République et Canton du Jura (tourisme, pistes cyclables).

chiffres CLÉS 191 180 € en faveur de la coopération transfrontalière.

Action Européenne

Le Département a bénéficié de cofinancements européens pour des projets locaux (Fonds Européen de Développement Régional et Fonds Social Européen) et pour un projet sur le cyclotourisme de longue distance (programme Interreg). Le Conseil Général et le Powiat de Wroclaw (Pologne) ont poursuivi leur coopération (échange d'expériences en matière de développement économique durable ; accueil d'une délégation polonaise au Marché de Noël d'Ensisheim).

chiffres CLÉS

76 401 € pour le suivi des politiques européennes ;

4 434 € pour la coopération avec le Powiat de Wroclaw.

Coopération Internationale

Le partenariat initié en 2006 avec le Cercle de Yanfolila au Mali s'est poursuivi en 2011. Des élus du Cercle et des techniciens ont été formés et 27 établissements scolaires réhabilités et dotés en matériel didactique. Une délégation malienne a également été accueillie en Alsace afin de visiter des infrastructures haut-rhinoises (retenues d'eau, écoles).

En matière d'aide au développement, le Conseil Général a centré son appui sur les initiatives haut-rhinoises menées dans le périmètre des collectivités étrangères avec lesquelles il a signé une convention de partenariat (Cercle de Yanfolila au Mali et Région d'Omusati en Namibie).

chiffres CLÉS

69 332 € affectés à la coopération internationale.

Qualité

Le secteur social s'est lancé dans la démarche



d'amélioration continue

Forte de ses certifications précédentes et s'inscrivant toujours dans la même dynamique d'amélioration continue, la collectivité départementale a étendu en 2011 ses périmètres au secteur social : agréments en vue d'adoption, agréments des assistants maternels et familiaux et gestion du Fonds Social Européen favorisant le retour à l'emploi des personnes en difficulté.

Avec un total de 10 périmètres certifiés* en juin 2011, le Conseil Général du Haut-Rhin a décliné les 5 piliers prioritaires de sa politique : Proximité, Partage, Prospérité, Performance et Protection.

* (Organisme certificateur : BCS).

10 périmètres certifiés ISO 9001 ;

chiffres CLÉS

1 certificat FSC (Forest Stewardship Council);

746 117 appels reçus/an, dont **85 %** décrochés directement par les services;

46 125 appels reçus/an au niveau du Standard, avec **98 %** d'efficacité téléphonique;

54 190 visiteurs dans les Espaces Solidarité : **88 %** des personnes ayant demandé un rendez-vous l'ont obtenu sous 15 jours;

36 audits réalisés par 19 auditeurs internes.

■ Contrôle de Gestion

Outre ses missions habituelles de soutien, la mission contrôle de gestion a réalisé 2 audits approfondis d'organisme de statut public, 3 évaluations d'exécution de conventions. Elle a également réalisé une analyse de la composition et de la répartition des tâches au sein d'un service de l'administration départementale.

■ Ressources Humaines et Communication Interne

La Direction des Ressources Humaines et de la Communication Interne a développé sa démarche de conseil, d'expertise auprès des directions et agents de la collectivité et poursuivi l'amélioration de la qualité de ses prestations. Les actions en faveur du renforcement de la culture managériale, de la formation des agents, de leur mobilité interne se sont déployées tout au long de l'année. La gestion intégrée des carrières, l'automatisation et la sécurisation des procédures ont franchi de nouvelles étapes. Le dialogue social, les actions en matière d'hygiène et sécurité, l'accompagnement social des agents ont figuré également parmi les priorités de la Direction.

chiffres CLÉS

Un budget de **92,5 M€**;

2 440 collaborateurs;

9 600 jours de formation dispensés;

84 % des agents formés;

77 postes pourvus en interne par le jeu de la mobilité des agents;

72 emplois pourvus par recrutements externes;

132 avancements de grade et

17 promotions internes lors de la campagne d'avancement;

138 stagiaires accueillis.

Les cantons du Haut-Rhin



Contact

Conseil Général du Haut-Rhin

Direction Générale des Services

100 avenue d'Alsace - BP 20351

68006 Colmar CEDEX

Tél. 03 89 30 61 00

Fax 03 89 21 64 41

e-mail : direction-generale@cg68.fr

Une version plus complète
de ce rapport d'activité est disponible
sur le site internet :

www.cg68.fr

Conseil Général



Haut-Rhin